

Les dynamiques des migrations clandestines de l'Afrique de l'Ouest vers l'Europe

Partie 1 : Pourquoi partir ? Les vecteurs d'un départ clandestin vers l'Europe

Tout au long des 4 dernières années, les flux migratoires réguliers comme clandestins en provenance de la région ouest-africaine ont fortement augmenté. Si les chiffres souvent avancés et l'épouvantail d'une « ruée vers l'Europe » doivent être relativisés puisqu'une grande partie des flux migratoires sont intra régionaux¹, il convient malgré tout d'y porter une attention particulière au vu des perspectives démographiques qui prévoient pratiquement un doublement de la population de l'Afrique d'ici à 2050².

Des flux migratoires majoritairement intra régionaux

Si nous nous intéressons ici uniquement sur les migrations vers l'Europe, il faut toutefois d'emblée mettre cette thématique quelque peu fantasmée par les médias et les classes politiques en perspective ; les $\frac{3}{4}$ des migrations africaines ont lieu au sein même de l'Afrique de l'Ouest, notamment depuis les pays enclavés du sud du Sahara vers le Golfe de Guinée³. Le cas de la République de Côte d'Ivoire peut être cité : il s'agit d'un Etat qui accueille une forte proportion de migrants ; la Côte d'Ivoire comptait en 2015 2,2 millions d'émigrés, sur un total d'environ 23 millions d'habitants⁴ tandis qu'environ 1 200 000 personnes composent la diaspora ivoirienne à travers le monde⁵.

Les médias ont par ailleurs tendance à entretenir une confusion en assimilant l'ensemble des individus émigrants à des réfugiés politiques et l'opinion publique associe ainsi aisément l'image des migrants à des individus cherchant un refuge et

¹ DESROUSSEAU J « L'Afrique, terre d'accueil et d'intégration des réfugiés ? » Carto N° 52, Mars-Avril 2019 : « *En 2017, l'Europe accueille 10% des réfugiés et demandeurs d'asile originaires d'Afrique, soit 826 000 individus, contre 6,7 millions hébergés par des pays africains, selon les Nations unies* »

² Chiffres de l'Institut National d'Etudes Démographiques, 2017.

³ FOUCHER Michel, 2019.

⁴ Chiffres avancés par l'OCDE pour l'année 2015

⁵ Chiffres du Département des Affaires Economiques et Sociales des Nations Unies, 2018

fuyant un pays en guerre. Ils entretiennent également, volontairement ou non, l'image d'une marée humaine qui envahirait le continent européen par l'Espagne et l'Italie, et parfois même que la majorité des subsahariens arrivant en Europe le feraient clandestinement⁶.

Si l'instabilité géopolitique au Sud et à l'Est de la Méditerranée rendent cette association compréhensible, elle ne reflète cependant pas les causes motivant les flux migratoires en provenance du Sud du Sahara. En effet, les opportunités d'emploi et la recherche de conditions de travail ainsi que de rémunérations attrayantes sont le vecteur principal de l'émigration au départ de la région Ouest-Africaine. La pression démographique entre également en ligne de compte.

Insécurité, manque de libertés et crises politiques ; des facteurs d'émigration indéniables mais inopérants dans le cas de l'Afrique de l'Ouest

On identifie d'abord très logiquement comme motif poussant des individus à émigrer la situation politique du pays de départ, principalement l'insécurité, l'incapacité de l'Etat à fournir une protection de l'ordre public suffisante pour garantir l'intégrité de ses citoyens sur son sol. Viennent alors rapidement à l'esprit en Afrique de l'Ouest des zones telles que le Nord du Nigéria où sévit depuis plusieurs années le groupe terroriste Boko Haram, ou encore plusieurs régions du Mali, zone-clé de la poudrière sahélienne où se mêlent des conflits politiques, religieux, sociaux-économiques et identitaires.

Pourtant, ce ne sont pas dans ces régions que l'on trouve le plus de candidats au départ ; une étude menée en 2016 par le gouvernement fédéral de la République du Nigéria a montré que seuls 27% des habitants du Nord Est du Nigéria et 28% des habitants de la région du Nord-Ouest préféreraient aller vivre et travailler dans un autre pays si l'opportunité leur en était donnée. Ces régions sont les principaux foyers d'activité criminelle de Boko Haram et sont donc particulièrement instables. Pourtant, la population locale, majoritairement rurale, reste attachée à son lieu de vie et ne souhaite pas en émigrer.

⁶ SCHOUMAKER et al, 2013

L'influence des « revenants » de la diaspora.

S'agissant du cas de la Côte d'Ivoire, le manque de liberté politique comme motif de départ migratoire pourrait difficilement être retenu en tant que tel au vu de la stabilité que le pays a recouvré depuis la fin de la dernière crise politique remontant aux élections de 2011. Cela étant, outre les départs liés à l'insécurité qu'imposait le conflit pendant cette période, la crise politique a eu un effet de levier migratoire indirect.

Au pic de cette crise politique, de nombreuses migrations ont effectivement eu lieu ; des individus cherchant un asile politique, cherchant à échapper à la guerre civile ou à la répression menée par l'un des camps en conflit. Quelques années après la fin de cette crise, parmi ces migrants qui fuyaient la guerre en s'exilant massivement en Europe, un certain nombre d'individus ont choisi de rentrer au pays lorsque la situation s'est stabilisée. Ils ont ramené avec eux une image, une apparence⁷ de prospérité économique acquise en Europe⁸ qui a eu parfois une forte influence sur ceux qui sont restés au pays, isolés, pendant la crise. A leur tour, ces individus influencés par l'image d'un eldorado européen véhiculée par leurs proches ont alors pu être tentés d'entamer une migration économique vers le nord de la Méditerranée.

La recherche de meilleures perspectives économiques via des opportunités professionnelles comme premier vecteur de départ vers les pays du Nord

En second lieu émergent justement les motifs socio-économiques, qui sont en fait le principal motif d'émigration en Afrique de l'Ouest. Cet état de fait démarre d'un constat simple ; la plupart des pays de la sous-région Ouest-africaine connaissent un taux de chômage relativement élevé, en particulier chez les jeunes, qui sont de plus en plus nombreux⁹. Le cas des migrants clandestins en provenance de Côte d'Ivoire, qui a fait l'objet d'une étude de l'Organisation Internationale pour les Migrations¹⁰, permet d'avoir une vue d'ensemble du moteur migratoire que sont les perspectives d'emploi et de prospérité économique.

⁷ Dans de nombreux cas les individus ayant quitté la Côte d'Ivoire pour l'Europe pendant la crise sont rentrés appauvris.

⁸ Interview de M. SY SAVANÉ par Mme Marie MIRAN-GUYON, 2017

⁹ Chiffres du Département des Affaires Economiques et Sociales des Nations Unies, 2018

¹⁰ OIM – ONU Migration, “Rapport de profilage des migrants Ivoiriens, Mai 2017-Mai 2018”, Organisation Internationale Pour les Migrations – Côte d'Ivoire

Les études du profil des candidats au départ montrent ainsi que les Ivoiriens migrants sont principalement des étudiants et des travailleurs. Le secteur professionnel manufacturier est le plus gros pourvoyeur de main d'œuvre, représentant 26% des travailleurs migrants. Vient ensuite le secteur de la distribution à 13%, les professionnels des services sociaux arrivent en troisième position en représentant 11% du total¹¹. En outre, chez les Ivoiriens comme chez les Nigériens, les études ont montré que les migrants sont principalement des individus ayant reçu une éducation relativement longue¹².

Le développement des programmes de formation professionnelle, s'il permet d'obtenir de meilleures opportunités d'embauches en Côte d'Ivoire, offre également un meilleur profil à l'embauche à l'étranger, notamment en Europe ; Selon une étude de 2017 de l'OCDE et du CIRES, près de 30% des Ivoiriens ayant participé à un programme de formation professionnelle envisageraient un départ à l'étranger à long terme¹³. La tendance est encore plus marquée chez les femmes.

La destination des Ivoiriens émigrants a par ailleurs tendance à varier selon leur profil ; 46% des hommes choisissent de migrer dans un Etat membre de la CEDEAO (le Burkina Faso et le Mali principalement) contre seulement 26% des femmes ivoiriennes émigrants. A l'inverse, 55% des Ivoiriennes émigrantes choisissent la France, contre 41% des Ivoiriens émigrants¹⁴. Parmi ces femmes, un quart d'entre elles migrent en faveur du regroupement familial.

Un ensemble de facteurs secondaires hétéroclites

En lien avec la crise politique ivoirienne de 2011, depuis le retour de la stabilité et d'une forte croissance économique, on assiste paradoxalement à une forte hausse des migrations irrégulières. Cette hausse s'explique justement par la hausse générale du niveau de vie qui accompagne la croissance économique ; un départ clandestin, comme un départ légal, représente en effet un coût important, qui est estimé au moins à 3000 € par individu. On sait que certains passeurs vont demander de deux à quatre

¹¹ Konan, 2009

¹² Kirwin & Anderson, 2018.

¹³ OCDE/CIRES (2017), *Interactions entre politiques publiques, migrations et développement en Côte d'Ivoire*, Les voies de développement, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/9789264277090-fr>.

¹⁴ Ibid

millions de francs CFA par personne, soit 3000 à 6000 €. La hausse générale du niveau de vie permet à de plus en plus d'individus d'épargner une somme de cette importance pour un départ¹⁵.

La famille joue également un rôle important en termes d'influence socio-économique ; dans de nombreux cas, celle-ci pousse la jeune génération à aller chercher du travail (souvent qualifié) en Europe, où les salaires et le niveau de vie sont attrayants, notamment pour ensuite contribuer aux besoins de la famille restée au pays. On assiste également au phénomène inverse : dans certains cas, la décision de migrer est individuelle, en réponse au poids social que représente la famille¹⁶ ; en d'autres termes, la migration représente pour certains un moyen de s'extirper du carcan et de l'influence du cercle familial.

Enfin, dans une moindre mesure, des éléments d'étude font apparaître un lien entre l'émigration et la stabilisation politique. Celle-ci a permis la consolidation de l'appareil administratif ivoirien, notamment s'agissant du cadastre et de l'enregistrement des titres fonciers, ce qui sécurise la propriété et rendrait ainsi les propriétaires plus enclins à migrer, sachant qu'ils ne risquent pas de perdre leurs terres et biens immobiliers en leur absence.

Urbanisation et pression démographique, des vecteurs supplémentaires de flux migratoires

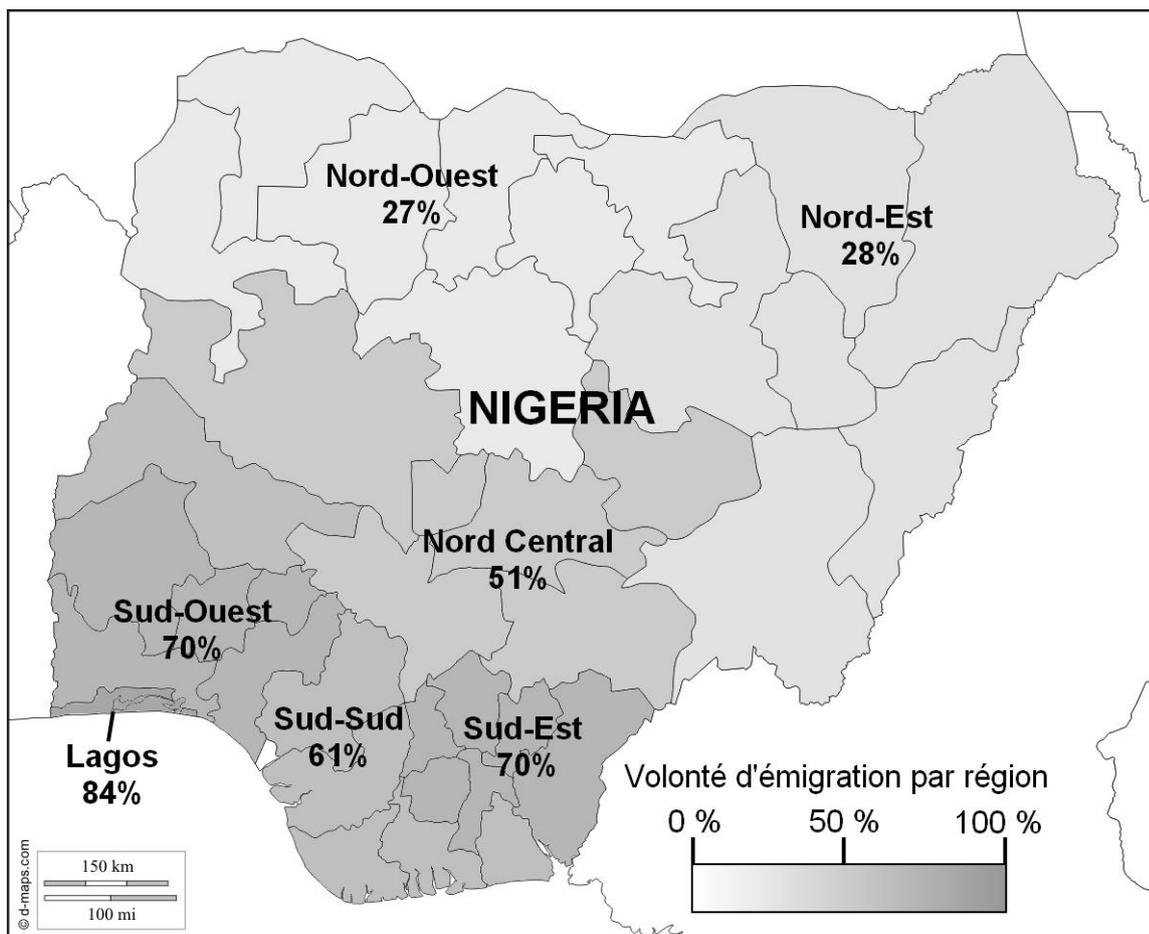
La pression démographique joue enfin un rôle indéniable dans les dynamiques migratoires ; en 2018 90% des migrants clandestins ivoiriens rapatriés dans le cadre d'un programme de l'OIM¹⁷ avaient grandi en milieu urbain et 70% d'entre eux vivaient à Abidjan.

¹⁵ SY SAVANÉ, 2017.

¹⁶ FOUCHER Michel, 2019

¹⁷ Il s'agit d'un programme de retour volontaire de migrants dont le voyage jusqu'à l'Europe n'a pas abouti, dont la majorité a été rapatriée de Tripoli. Ce programme a été mis en place par l'OIM Côte d'Ivoire en partenariat avec le gouvernement ivoirien et avec le soutien des Pays Bas. Les migrants « revenants » ont été interrogés à leur retour sur leur profil et leurs motivations afin de mieux cerner les contours du phénomène migratoire au départ de Côte d'Ivoire. Ce programme est détaillé dans le troisième opus de ce document d'analyse divisé en trois articles.

Dans le cas du Nigéria, l'un des motifs principaux du désir de départ est également la pression démographique ; en effet, 84% des habitants de Lagos interrogés dans le cadre d'une étude nationale de 2016 citée précédemment ont déclaré préférer aller vivre et travailler dans un autre pays si l'opportunité leur en était donnée, contre seulement 27 à 28% parmi les sondés au Nord-Ouest et au Nord-Est du pays¹⁸. La pression démographique semble bien être un corolaire majeur à la volonté migratoire puisque cette dernière augmente proportionnellement au taux d'urbanisation des territoires où les sondages ont été réalisés.



Carte réalisée à partir des chiffres de l'étude menée par la République Fédérale du Nigéria en 2016 –
Nicolas Klingelschmitt – 2019 Institut Afrique Monde

Ce phénomène, symptomatique d'une croissance soutenue de la population conjuguée à une inadéquation de l'offre de logements et d'emplois, peut de facto être associée aux motifs de départ d'ordre économique.

¹⁸ (Kirwin & Anderson, 2018).

Une équation « risques / opportunités » aux données changeantes

Si la recherche d'opportunités économiques, entendons ici la perspective d'emplois plus qualifiés et mieux rémunérés, constitue visiblement le plus puissant vecteur de migration clandestine au départ de l'Afrique de l'Ouest subsaharienne, il conviendrait toutefois de se poser la question de la pertinence d'une telle entreprise en prenant en compte l'évolution du contexte global.

Est-ce un choix pertinent pour un jeune travailleur qualifié de tenter de rejoindre clandestinement un Etat européen pour y faire carrière ? Dans le contexte actuel et en y ajoutant une dose de prospective, compte-tenu de la faible croissance du PIB des états du vieux continent face au dynamisme économique affiché de plusieurs Etats ouest-africains, ou encore des politiques d'intégration régionale et continentale africaines annoncées vis-à-vis des craintes de repli nationaliste de plusieurs Etats membres de l'Union Européenne, la question n'est pas anodine.

En sus, la dangerosité du voyage migratoire clandestin, la faiblesse des promesses de gestion migratoire à l'échelle internationale et les difficultés de la communauté européenne à se coordonner sur ces questions apparaissent comme autant de bémols supplémentaires au chant des sirènes de la migration économique de l'Afrique de l'Ouest vers l'Europe.

Une autre variable doit enfin être ajoutée à cette équation migratoire, la rendant un peu plus complexe, celle de l'évolution environnementale du continent africain. Qu'il s'agisse des rapports du GIEC, des comptes-rendus du PNUD ou des déclarations gouvernementales¹⁹, tous les indicateurs montrent que l'ensemble de la région Ouest-africaine est concernée par cette thématique.

Le succès ou l'échec de la préservation de l'environnement par les Etats de cette région, passant notamment par des politiques de revalorisation des déchets, de développement des énergies vertes, ou encore d'urbanisme durable, influera obligatoirement sur les mouvements de population au sein de celle-ci.

¹⁹ « La hausse des températures fait baisser les rendements agricoles et accélère le processus de désertification. Le Mali, dont 40% du PIB dépend de l'agriculture, est durement frappé par ce réchauffement » déclaration de M. Seyni NAFO, haut représentant pour le climat du président malien, extrait cité par Jeune Afrique en P31 du N°3055.

Bibliographie

- ASCPE « Mettre les migrations au cœur de la coopération entre l'Union Européenne et l'Afrique », compte-rendu de séminaire de la plate-forme UE-Afrique(s) de l'Association, 31 Janvier 2019, avec la participation de Michel FOUCHER.
- (2019) International Centre for Migration Policy Development (ICMPD) website database.
- Jeune Afrique N°3055 du 28 Juillet au 3 Août 2019, dossier « Environnement, l'Afrique au banc d'essai », PP 22-33.
- KIRWIN Matthew, ANDERSON Jessica, « Identifying the factors driving west african migration », West African Papers No 17, Sahel Research Group, Center for African Studies, University of Florida, Sahel and West Africa Club, OCDE, Juillet 2018.
- UNESCO, République de Côte d'Ivoire, CEDEAO, Union Européenne « Les migrations irrégulières de l'Afrique de l'Ouest vers l'Europe : Quels défis pour les pays de la CEDEAO ? » Compte-rendu de colloque régional 12, 13 et 14 Mars 2019
- (2017). Des visages et des routes. Les migrations irrégulières au départ de la Côte d'Ivoire. *Afrique contemporaine*, 263-264(3), 255-257. doi:10.3917/afco.263.0255. Entretien avec Ibrahim Sy Savané par Marie Miran Guyon.
- (2017) NAKAYAMA Yumi, « Migration governance: Migration within and from Africa », African Studies Center-Tokyo University of Foreign Studies (ASC-TUFS).
- (2018) OIM – ONU Migration, "Rapport de profilage des migrants Ivoiriens, Mai 2017-Mai 2018", Organisation Internationale Pour les Migrations – Côte d'Ivoire.
- (2017) PISON Gilles, « *Tous les pays du Monde* », Populations et Sociétés N° 547, Institut National d'Etudes Démographiques
- (2013) SCHOUMAKER Bruno (UCL), FLAHAUX Marie-Laurence (UCL), SCHANS Djamila (Maastricht University), BEAUCHEMIN Cris (INED), MAZZUCATO Valentina (Maastricht University), SAKHO Papa (Université Cheikh Anta Diop

de Dakar), « *Changing Patterns of African Migration : A Comparative Analysis* », Migrations Between Africa and Europe (MAFE), MAFE Working Paper 18